

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Bruxelles
Délégation des Barreaux de France

TABLE DES MATIÈRES

Editorial	5
<i>Algirdas Šemeta, Commissaire européen en charge des questions de Fiscalité, Union douanière, Lutte anti-fraude et Audit</i>	

Dossier spécial

Le droit fiscal européen	8
L'avenir de la TVA : principaux enjeux	8
Le contrôle de la fiscalité directe des Etats membres par l'Union européenne	12
Les obstacles fiscaux à l'exercice des libertés de circulation par le citoyen européen	17
Le régime fiscal appliqué aux sociétés mères et à leurs filiales	22

Points sur...

Position des Barreaux français sur le Livre vert relatif au droit européen des contrats	28
La réforme des règles d'origine du système des préférences généralisées (SPG) : une réforme impossible... devenue réalité ?	34

L'actualité du droit de l'Union européenne

41

Bibliothèque	107
---------------------------	-----

Informations générales	111
Nos formations	112
Autres manifestations	113
Nos partenaires	115

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délegation des Barreaux de France

DOSSIER SPÉCIAL

Le droit fiscal européen

SOMMAIRE

L'avenir de la TVA : principaux enjeux

Jean-Paul Gauzès

Député au Parlement européen

Nathalie Valluis

Avocat au Barreau de Paris, Spécialiste en droit fiscal

8

Le contrôle de la fiscalité directe des Etats membres par l'Union européenne

Roberta Grappiolo

Alina Armenia

Legal officers à la Direction générale « Fiscalité et Union douanière » de la Commission européenne

12

Les obstacles fiscaux à l'exercice des libertés de circulation par le citoyen européen

Emmanuelle Broussy

Référendaire à la Cour de justice de l'Union européenne

17

Le régime fiscal appliqué aux sociétés mères et à leurs filiales

Jean-Charles Benois

Avocat au Barreau de Paris

22



L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Delegation des Barreaux de France

Point sur ...

SOMMAIRE

Position des Barreaux français sur le Livre vert relatif au droit européen des contrats 28

**La réforme des règles d'origine du système des préférences généralisées (SPG) :
une réforme impossible... devenue réalité ?**

Pierre-Jacques Larrieu

Robert Light

Oksana Zikuna

Fonctionnaires à la Direction générale « Fiscalité et Union douanière » de la Commission européenne 34

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Delegation des Barreaux de France

Actualité du droit de l'Union européenne

SOMMAIRE

Agriculture	43
<i>Produits agricoles, Paquet « qualité »</i>	43
Assurance	43
<i>Facteur de risques, Prise en compte du sexe de l'assuré, Discrimination</i>	43
Commerce	44
<i>Remise des droits antidumping, Erreur des autorités tierces, Manque de diligence des parties</i>	44
Concurrence	46
<i>Règles applicables aux accords de coopération horizontale, Révision</i>	46
<i>Abus de position dominante, Télécommunications, Effets de ciseaux tarifaires</i>	47
<i>Affiliation obligatoire auprès d'un organisme assureur déterminé, Ententes, Abus de position dominante, SIEG</i>	48
<i>Entente, Infraction commise par une filiale détenue à 100%, Présomption de responsabilité de la société mère</i>	50
<i>Décision de rejet d'une plainte, Intérêt à agir, Pouvoir discrétionnaire de la Commission, Limites</i>	51
<i>Inspection des locaux d'une entreprise, Bris de scellé, Amende</i>	53
Consommation	53
<i>Recours collectifs, Consommateurs</i>	53
Droit général de l'Union européenne	54
<i>Initiative citoyenne</i>	54
<i>Procédure de comitologie</i>	56
<i>Manquement d'un Etat membre, Non-exécution de l'arrêt en constatation de manquement, Sanctions pécuniaires</i>	56
Droits fondamentaux	57
<i>Cour européenne des droits de l'homme, Recevabilité des requêtes, Rapport annuel 2010</i>	57
<i>Aide juridictionnelle, Droit d'accès à un tribunal, Personne morale</i>	58
<i>Règlement « Dublin II », Droit d'asile, Traitements inhumains et dégradants</i>	60
Economie et finances	62
<i>Politique de rémunérations des établissements financiers, Exigences de fonds propres, Surveillance prudentielle des politiques de rémunération</i>	62
Environnement	63
<i>Convention d'Aarhus, Recours des particuliers, Absence d'effet direct</i>	63
Fiscalité	64
<i>Obstacles fiscaux transfrontaliers, Libre circulation des citoyens européens</i>	64
<i>Acquisition de véhicules et utilisation pour des opérations de leasing, Droit à déduction, Divergences entre les régimes fiscaux des Etats membres</i>	65
<i>Fourniture de plats ou d'aliments préparés, Notion de « denrées alimentaires », Qualifications</i>	66
<i>Location de biens immeubles, Vente de droits contractuels convertibles en droit d'utilisation momentanée, Exonération</i>	68
<i>Notion de « pratique abusive », Opérations de crédit-bail, TVA non déductible</i>	69

Justice, liberté et sécurité	71
<i>Divorce transfrontalier, Coopération renforcée, Loi applicable</i>	71
<i>Lutte contre les formes graves de criminalité et le terrorisme, Données des passagers de vols internationaux</i>	71
<i>Règlement « Bruxelles I », Refonte</i>	72
<i>Actes d'état civil, Libre circulation, Reconnaissance des effets</i>	74
<i>Audition d'un témoin par la juridiction requise à la demande de la juridiction requérante, Indemnité allouée au témoin</i>	75
<i>Citoyenneté européenne, Droits attachés, Parents d'enfants ayant la citoyenneté européenne, Droit de séjour</i>	77
<i>Règlement en matière de responsabilité parentale, Déplacement illicite d'enfants, Notion de « droit de garde »</i>	78
<i>Règlement en matière de responsabilité parentale, Déplacement licite de nourrisson, Notion de « résidence habituelle »</i>	79
Liberté d'établissement	81
<i>France, Laboratoires d'analyses de biologie médicale, Limitation de participation au capital social</i>	81
Libre circulation des capitaux	82
<i>Impôt sur les successions, Legs en faveur d'organismes sans but lucratif, Refus d'appliquer un taux réduit</i>	82
Libre circulation des personnes	84
<i>Citoyenneté européenne, Retrait d'un titre de noblesse au nom patronymique d'une personne, Ordre public</i>	84
Libre prestation de services	85
<i>Libre prestation de services, Restriction justifiée par l'intérêt légitime de lutte contre la drogue</i>	85
<i>Retransmission des événements sportifs, Événements d'importance majeure, Restriction aux libertés de prestation de services et d'établissement, Atteinte au droit de propriété</i>	87
Marché intérieur	88
<i>Transactions commerciales, Lutte contre les retards de paiement, Refonte</i>	88
<i>Directive « Services », Evaluation mutuelle</i>	89
<i>Système d'information sur le marché intérieur</i>	89
<i>Reconnaissance des qualifications professionnelles, Carte professionnelle</i>	90
Profession	91
<i>Accès à la profession d'avocat, Affiliation à un Ordre, Directives « Diplômes » et « Etablissement »</i>	91
<i>Accès à la profession d'avocat, Reconnaissance des diplômes, Portée</i>	92
Propriété intellectuelle	94
<i>Brevet, Coopération renforcée</i>	94
<i>Directive 2004/48/CE, Application</i>	94
<i>Création d'une juridiction du brevet européen et du brevet communautaire, Compatibilité avec le droit de l'Union européenne</i>	96
<i>Programme d'ordinateur, Interface utilisateur graphique, Droit d'auteur</i>	97
<i>Protection juridique des modèles, Droit d'auteur, Modèle tombé dans le domaine public</i>	98
<i>Responsabilité non contractuelle, Appel d'offres, Violation des droits d'auteur et du savoir-faire</i>	100
Sécurité sociale	101
<i>Coordination des systèmes de sécurité sociale, Extension aux ressortissants de pays tiers</i>	101
<i>Acquisition d'un droit à pension de retraite, Travailleur migrant, Prise en compte d'une période de cotisation accomplie dans un autre Etat membre</i>	102
Société de l'information	103
<i>Projet e-Justice, Justice en ligne, Nouveaux développements</i>	103
Sociétés	104
<i>Interconnexion des registres du commerce, Modifications de directives</i>	104
<i>Petites et moyennes entreprises, Small Business Act, Réexamen</i>	104

Informations générales

Informations générales

Nos formations	112
Autres manifestations	113
Nos partenaires	115